



*Nom de l'acheteur :*

CNRS – Délégation Occitanie Ouest

16 Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 TOULOUSE Cedex 4



05.61.33.60.00



05.62.17.29.01

**MARCHE N°25.14.011**

**PRESTATIONS AIT MECANIQUE (LOT  
N°1)  
ET PRESTATIONS ESSAIS  
MECANIQUES (LOT N°2) POUR LE  
PROJET iESA/ HELIOSWARM (IRAP-  
CNRS)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)  
N°25091 DU 26/02/2025**

Le présent CCAP est commun à tous les lots. Chaque lot est un accord-cadre pour le compte de l'IRAP-CNRS. Les accords-cadres sont conclus par :

**Le Centre National de la Recherche Scientifique représenté par  
La Personne Responsable des Marchés (PRM)**

CNRS - Délégation Occitanie Ouest

Monsieur Délégué Régional

16, Avenue Édouard Belin

BP 24367

31055 Toulouse Cedex 4

Tél : 33 (0)5 61 33 60 00

N° de TVA intracommunautaire: FR40 180.089.013.00676

Il est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat, et notamment par les dispositions :

- Du Code de la commande publique du 01/04/2019, résultant des dernières modifications ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> NOR: ECOM2106868A.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

**SOMMAIRE**

<b>1</b>	<b>OBJET ET ALLOTISSEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>LOT N°1 : OBJET- FORME- CONTENU DU MARCHE .....</b>	<b>5</b>
<b>2.1.</b>	<b>OBJET.....</b>	<b>5</b>
<b>2.2.</b>	<b>FORME DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>2.3.</b>	<b>CONTENU.....</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>LOT N°2 : OBJET-FORME-CONTENU DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>3.1.</b>	<b>OBJET.....</b>	<b>6</b>
<b>3.2.</b>	<b>FORME DU MARCHE.....</b>	<b>7</b>
<b>3.3.</b>	<b>CONTENU.....</b>	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>5</b>	<b>LIEU D'EXECUTION ET ACCES AUX LOCAUX .....</b>	<b>8</b>
<b>6</b>	<b>PRISE D'EFFET/DUREE/DELAI D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
<b>6.1.</b>	Prise d'effet de l'accord-cadre .....	8
<b>6.2.</b>	Durée de validité de l'accord-cadre .....	8
<b>6.3.</b>	Durée de validité de la partie globale et forfaitaire.....	8
<b>6.4.</b>	Durée de validité des bons de commande passés au titre de l'accord-cadre.....	8
<b>6.5.</b>	Délais d'exécution de l'accord-cadre .....	8
<b>7</b>	<b>FORME ET CONTENU DES PRIX.....</b>	<b>9</b>
<b>7.1.</b>	Dispositions communes.....	9
<b>7.2.</b>	Bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre .....	9
<b>7.3.</b>	Autres prestations à bons de commande .....	9
<b>8</b>	<b>MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>10</b>
<b>8.1.</b>	Partie minimale.....	10
<b>8.2.</b>	Partie à bons de commande.....	10
<b>9</b>	<b>SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>11</b>
<b>10.1.</b>	Généralités .....	11
<b>10.2.</b>	Déclaration d'un sous-traitant.....	11
<b>10.3.</b>	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	11
<b>10</b>	<b>INSTALLATION ET MISE EN SERVICE .....</b>	<b>11</b>
<b>11</b>	<b>OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>12</b>	<b>GARANTIES.....</b>	<b>12</b>
<b>12.1.</b>	Garanties légales.....	12
<b>12.2.</b>	Garanties contractuelles .....	12
<b>13</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>13.1.</b>	Pénalités pour retard d'exécution .....	12
<b>13.2.</b>	Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles.....	13
<b>13.3.</b>	Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail	13
<b>13.4.</b>	Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	13

<b>14 CLAUSES DE FINANCEMENT.....</b>	<b>13</b>
14.1 Concernant le lot 1 et lot 2 : partie minimale .....	13
a) Versement d'une avance .....	13
b) Acomptes .....	14
c) Solde .....	14
d) Retenue de garantie/cautionnement.....	14
14.2 Concernant le lot 1 et lot 2 : autres prestations à bons de commande .....	14
a) Avance .....	14
b) Acomptes .....	14
c) Solde .....	14
<b>d) Retenue de garantie/cautionnement.....</b>	<b>15</b>
<b>15 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>15</b>
15.1. Unité monétaire.....	15
15.2. Facturation électronique.....	15
15.3. Présentation des demandes de paiement.....	15
15.4. Délai de paiement – intérêts moratoires.....	16
15.5. Règlement des prestations.....	16
15.6. Comptable assignataire – Cession de créances du marché .....	16
<b>16 ASSURANCE .....</b>	<b>17</b>
<b>17 RESILIATION .....</b>	<b>17</b>
17.1. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	17
17.2. Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués.....	17
17.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire.....	17
<b>18 LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>17</b>
<b>19 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL .....</b>	<b>17</b>
<b>20 CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>18</b>
<b>21 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>18</b>
<b>22 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF) .....</b>	<b>19</b>
22.1. Mesures de sécurité particulières .....	19
22.2. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants .....	19
22.3. Mesures de portée générale.....	21
<b>23 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....</b>	<b>21</b>
<b>24 CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>21</b>
<b>25 CLAUSES PARTICULIERES.....</b>	<b>22</b>
<b>26 DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....</b>	<b>22</b>

Dans le présent CCAP,

Le CNRS est dénommé « le CNRS » ou « l'acheteur » ;

Le prestataire est dénommé « le Titulaire » ;

Le laboratoire est dénommé « IRAP ».

## **1 OBJET ET ALLOTISSEMENT DE LA CONSULTATION**

La consultation est allotie en deux (2) lots comme suit :

- Lot n° 1 : Prestations AIT mécanique pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS
- Lot n°2 : Prestations Essais mécaniques pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS

Le présent CCAP est commun aux deux (2) lots.

## **2 LOT N°1 : OBJET- FORME- CONTENU DU MARCHÉ**

### **2.1. Objet**

Le **lot n° 1** a pour objet la mise en place de prestations AIT mécanique pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS, dont les prestations techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25092.

Le code NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est : TD01 Electronique : services de mesures, tests, caractérisations, certifications ».

Les codes de nomenclature CPV pertinents sont : 71333000 : Services d'ingénierie mécanique, 71350000-6 Services scientifiques et techniques dans le domaine de l'ingénierie

Le CNRS-CNRS est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du marché.

L'acheteur communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification de l'accord-cadre.

### **2.2. Forme du marché**

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute exclusivement au moyen de bons de commande en application de l'article R2162-2 alinéa 2° du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 1° du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec :

- un montant minimum en quantité soit la commande de prestations AIT pour le modèle EM : Prestation n° 1 Préparation d'activité AIT Mécanique, Prestation n° 2 Réalisation d'activité AIT Mécanique, Prestation n° 3 Vérification et Validation des spécifications AIT mécaniques des modèles, Prestation n° 4 Mise à jour de plans mécaniques pendant l'AIT
- un montant maximum en valeur soit 600 000.00 €HT

Le maximum en valeur représente un maximal que le CNRS est susceptible de commander sur l'accord-cadre. Il comprend la partie minimale.

Le maximum en valeur n'engage pas le CNRS. Aucune indemnité ne sera versée au titulaire si la valeur maximum de l'accord-cadre n'est pas atteinte.

### **2.3. CONTENU**

Le pouvoir adjudicateur commande sur la base de l'accord-cadre :

Bon de commande : Prestations AIT pour le modèle EM : Prestation n° 1 Préparation d'activité AIT Mécanique, Prestation n° 2 Réalisation d'activité AIT Mécanique, Prestation n° 3 Vérification et Validation des spécifications AIT mécaniques des modèles, Prestation n° 4 Mise à jour de plans mécaniques pendant l'AIT. Le contenu des prestations sont détaillées à l'article 4.3 du CCTP n°25092 correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre

Les **autres prestations** susceptibles d'être commandées par bons de commande sont listées dans les tableaux ci-dessous :

<b>Prestations par bons de commande relatives à la prestation n° 1 Préparation d'activité AIT mécanique réalisée conformément à l'article 4.2.2 du présent CCTP</b>
Rédaction procédure AIT Carte / ceinture et sous-ensemble
Rédaction procédure AIT intégration instrument complet
Rédaction procédure AIT - Instrumentation, préparation essai
Rédaction procédure AIT – Conditionnement, transport, monitoring
Participation rédaction Test Plan
Préparations divers matériels AIT, MGSE, jigs
Mise à jour procédure existante

<b>Prestations par bons de commande relatives à la prestation n° 2 Réalisation d'activité AIT mécanique réalisée conformément à l'article 4.2.3 du présent CCTP</b>
AIT Cartes et sous-ensembles
AIT CEMs ou Dummies
AIT Qualification montage / collage composant
AIT Ensemble Analyseur
AIT Instrument complet – montage / démontage / Rétrofit
AIT setup/de-setup pour test fonctionnel ou campagne d'essais
AIT Conditionnement, transport, monitoring
AIT Équipement complet – montage et maquettage MLI

<b>Prestations par bons de commande relatives à la prestation n° 3 Vérification et validation des spécifications AIT mécaniques réalisée conformément à l'article 4.2.4 du présent CCTP</b>
Participation hebdomadaire
Rédaction Fiche de relecture
Participation Revues + rédaction de compte rendu d'analyse
Intervention aux revues de non-conformités
Analyse et proposition de solution redesign ou arbitrage

<b>Prestations par bons de commande relatives à la prestation n°4 Mise à jour de plans mécaniques pendant l'AIT réalisée conformément à l'article 4.2.5 du présent CCTP</b>
Intervention CAO 2D/3D – modification / itération pièce élémentaire sans impact
Intervention CAO 2D/3D – modification / itération pièce élémentaire avec impact
Intervention CAO 2D/3D – modification / Itération sous-ensemble
Intervention CAO 2D/3D – modification / itération Instrument complet
Mise à jour PLAN

### **3 LOT N°2 : OBJET-FORME-CONTENU DU MARCHÉ**

#### **3.1. Objet**

Le **lot n° 2** a pour objet la mise en place de Prestations Essais mécaniques pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS, dont les prestations techniques sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25092.

Le code NACRES (Nomenclature des Achats de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) pertinent est : « RD06 Services d'essais mécaniques »

Le code de nomenclature CPV pertinent est : 71333000 : Services d'ingénierie mécanique, 71350000-6 Services scientifiques et techniques dans le domaine de l'ingénierie

Le CNRS-CNRS est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du marché.

L'acheteur communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la

notification de l'accord-cadre.

### 3.2. Forme du marché

Le marché est accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute exclusivement au moyen de bons de commande en application de l'article R2162-2 alinéa 2° du Code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 1° du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec :

- un montant minimum en quantité soit la commande de Prestations Essais mécaniques suivantes sur le modèle **STM** : Prestation n° 1 « Essais vibrations », -Prestation n° 2 « Essais chocs »
- un maximum en valeur soit 350 000.00 €HT

Le maximum en valeur représente un maximal que le CNRS est susceptible de commander sur l'accord-cadre. Il comprend la partie minimale.

Le maximum en valeur n'engage pas le CNRS. Aucune indemnité ne sera versée au titulaire si la quantité maximum de l'accord-cadre n'est pas atteinte.

### 3.3. CONTENU

Le pouvoir adjudicateur commande sur la base de l'accord-cadre :

- Bon de commande : Prestations Essais mécaniques suivantes sur le modèle STM : Prestation n° 1 « Essais vibrations », Prestation n° 2 « Essais chocs », correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre. Le contenu des prestations sont détaillées à l'article 4.3 du CCTP n°25092.

Les **autres prestations** susceptibles d'être commandées par bons de commande sont listées dans les tableaux ci-dessous :

Prestations à bons de commande relatives à la prestation n° 1 « Essais vibrations »
Ajout/Pose de 9 accéléromètres (si la prestation initiale de 9 accéléromètres ne suffit pas)
Itération de recalage de modèle sur une base d'un effort de 1j
Réalisation d'une itération de tests de Vibration STM supplémentaire
Réalisation d'une itération de tests de Vibration PFM supplémentaire
Mise à jour de rapport de test de choc sur une base d'un effort de 0,5j.
Livraison d'un modèle réduit

Prestations à bons de commande relatives à la prestation n°2 « Essais mécaniques »
Ajout/Pose de 9 accéléromètres (si la prestation initiale de 9 accéléromètres ne suffit pas)
Réalisation d'une itération de tests de choc STM supplémentaire
Réalisation d'une itération de tests de choc PFM supplémentaire
Mise à jour de rapport de test de choc sur une base d'un effort de 0,5j.

## 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chaque accord-cadre est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1°) l'acte d'engagement (formulaire ATTRI) spécifique à chaque lot et son annexe financière (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) à savoir :

- Annexe 1 « 25.14.011\_Annexe 1 à l'AE\_LOT1\_Annexe financière et délais d'exécution ;
- Annexe 1 « 25.14.011\_Annexe 1 à l'AE\_LOT2\_Annexe financière et délais d'exécution ;

2°) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°25091 du 26/02/2025 commun aux deux (2) lots ;

3°) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25092 du 26/02/2025 commun aux deux (2) lots et ses annexes documentation technique :

- Annexe 1 : « Plan AIT » et,
- Annexe 2 : « Budget de masse » ;

- 4°) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>  
NOR: ECOM2106868A ;
- 5°) L'offre technique du titulaire et tous les éléments jugés utiles par le titulaire ;
- 6°) le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou documentation quelconque et contraire, modifiant ou réduisant la portée des dispositions des autres pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

## **5 LIEU D'EXECUTION ET ACCES AUX LOCAUX**

Le CCTP n°25092 précise pour chaque lot et prestation le lieu d'exécution, et précise les conditions d'accès aux locaux de l'IRAP (article 3).

## **6 PRISE D'EFFET/DUREE/DELAI D'EXECUTION**

### **6.1. Prise d'effet de l'accord-cadre**

Chaque accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification au Titulaire.

La notification de l'accord-cadre vaut commande des prestations correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur notification au Titulaire. Les bons de commande peuvent être commandés selon les besoins de l'IRAP pendant la durée de l'accord-cadre, du 1<sup>er</sup> jour au dernier jour de validité.

### **6.2. Durée de validité de l'accord-cadre**

La durée de validité de chaque accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande pourront être émis par l'acheteur.

La durée de validité de chaque accord-cadre est de 48 mois à compter de la notification.

### **6.3. Durée de validité de la partie globale et forfaitaire**

La partie globale et forfaitaire de chaque accord-cadre s'achève à l'issue de la période de garantie de chaque lot.

### **6.4. Durée de validité des bons de commande passés au titre de l'accord-cadre**

Chaque bon de commande s'achève à l'issue de la période de garantie des prestations commandées.

### **6.5. Délais d'exécution de l'accord-cadre**

**Sont exclus des délais d'exécution les délais nécessaires au pouvoir adjudicateur pour valider les rapports de tests remis dans le cadre des opérations de vérifications.**

En cas de non-respect, le titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

#### **➔ Concernant le lot n° 1 le bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre :**

Le délai global d'exécution est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (formulaire ATTRI), il est au maximum de quinze (15) mois. Il débute le lendemain de la réunion de démarrage.

#### **➔ Concernant le lot 2 le bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre :**

La notification de l'accord-cadre vaut commande de la prestation Essais vibrations et chocs sur le modèle STM.

Une réunion de démarrage est organisée à une date à définir en accord entre l'IRAP et le titulaire. Le délai global d'exécution souhaité est de 2 mois. Le délai débute le lendemain de la réunion de démarrage. Le délai global est celui sur lequel s'engage le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (formulaire ATTRI).



- ➔ Concernant les autres prestations à bons de commande du lot n° 1 et n° 2 : les délais sont ceux sur lesquels s'engage le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement (ATTRI) du lot.

## **7 FORME ET CONTENU DES PRIX**

### **7.1. Dispositions communes**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix ci-dessous sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.4 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de chacun des accords-cadres, dans le respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales, sont facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

### **7.2. Bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre**

Le prix est un montant global et forfaitaire, exprimé en euro (€) et en hors-taxe (H.T.). Il est défini par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement de chacun des lots.

Le prix est ferme.

### **7.3. Autres prestations à bons de commande**

Les prix sont unitaires et exprimés en euro (€) et en hors-taxe (H.T.). Ils sont définis par le titulaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix sont fermes la première année et révisables (à la hausse comme à la baisse) annuellement, soit une (1) fois tous les ans, par référence à l'évolution du tarif public du titulaire.

Par « tarif public du titulaire », le CNRS comprend les tarifs appliqués aux structures de même ampleur.

Le titulaire transmet à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception les prix dument révisés au plus tard 45 jours avant la date anniversaire annuelle de l'accord-cadre.

Les documents suivants devront parvenir au CNRS dans le cadre de la présente demande de révision :

- Le barème appliqué à l'ensemble de la clientèle du titulaire, daté et numéroté,
- L'ensemble des barèmes successifs pratiqués par le titulaire depuis la notification du marché.

A compter de la réception de la demande de révision, le CNRS doit disposer d'un délai de 30 jours calendaires pour étudier la demande. L'absence de réponse de la part du CNRS sous 30 jours calendaires après réception de la demande de révision vaut acceptation.

Le CNRS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité ni préavis si l'augmentation d'un tarif est supérieure à 5% (annuel).

Le prix de règlement tient compte des révisions éventuelles.

## **8 MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

### **8.1. Partie minimale**

La notification de l'accord-cadre vaut commande des prestations objet du bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre.

### **8.2. Partie à bons de commande**

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon des modalités prévues ci-dessous.

Les prestations pourront être commandées dès la survenance du besoin et pendant toute durée de l'accord-cadre.

L'émission de bons de commande établis ne peut se faire que pendant sa durée de validité.

Toute commande notifiée au titulaire antérieurement à la date de fin de l'accord-cadre devra être traitée jusqu'à complète exécution.

Chaque bon de commande doit comporter les renseignements suivants :

- La référence de l'accord-cadre (20XXXX),
- La référence du bon de commande (ex : XXXXLXXXX),
- La désignation et le code service de l'émetteur du bon de commande,
- Les références de la prestation concernée,
- La date de début d'exécution,
- Le délai d'exécution,
- Le lieu d'exécution,
- Le montant total hors-taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant T.T.C.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des commandes que le CNRS lui notifiera.

#### **Annulation d'un bon de commande :**

Un bon de commande peut être annulé sur demande du CNRS, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire ;
- Si l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative du CNRS, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge du CNRS sous réserve que le titulaire puisse justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement (pièces comptables, factures, etc.) ;
- L'annulation du bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

L'annulation d'un bon de commande ne donnera pas lieu à une indemnisation du titulaire pour l'éventuel manque à gagner.

#### **Suspension du délai d'exécution d'un bon de commande :**

Le CNRS peut à tout moment suspendre le délai d'exécution des prestations. Il en informe le titulaire du marché par ordre de service. La suspension du délai d'exécution des prestations n'entraîne aucun droit à indemnité par le titulaire.

## 9 SOUS-TRAITANCE

**Le présent marché est un marché de fourniture, ne peuvent être sous-traitées que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation de l'accord-cadre.**

### 1.1 10.1. Généralités

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

### 1.2 10.2. Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés à l'acheteur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution du marché (articles R2193-1 à R2193-3).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement est sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code.

### 1.3 10.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse au Bénéficiaire sa facture ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le Titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La somme à régler inclut la TVA.

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre s'applique également aux sous-traitants.

## 10 INSTALLATION ET MISE EN SERVICE

L'accord-cadre inclut à la charge du titulaire l'ensemble des prestations, fournitures et consommables nécessaires à l'installation et la mise en service opérationnelle de l'équipement et ses accessoires. **Ces prestations sont incluses dans l'offre du titulaire.**

## 11 OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées dans les conditions prévues dans les documents particuliers du marché conformément à l'article 30 du CCAG-FCS et notamment selon les modalités et protocoles prévus dans le CCTP n°25092.

Les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont effectuées par le Directeur de l'IRAP ou son représentant.

### ⇒ Dispositions communes :

A l'issue des opérations de vérification, le CNRS prend selon le cas, une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

- L'« admission » (dite également « réception ») est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission

- L'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point,

- La « réfaction » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état,
- Le « rejet » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état,

En tout état de cause, les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

Suite aux opérations de vérification, si la prestation est non conforme, la prestation est refusée et son remplacement demandé. Dans ce cas, tous les frais occasionnés sont supportés par le Titulaire du marché. Le délai laissé au titulaire pour procéder au remplacement de la prestation est précisé par ordre de service, après consultation du titulaire.

## 12 GARANTIES

### 12.1. Garanties légales

Les garanties légales telles que définies aux articles L.1641 et suivants du Code civil (vices cachés), L.1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L.421-1, L.421-3 et L.421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux prestations du présent accord-cadre.

### 12.2. Garanties contractuelles

**Tous instruments, accessoires inclus, livrés dans le cadre de cet accord-cadre sont garantis dans les conditions prévues à cet article.**

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, le SAV, le support technique, le conditionnement, l'emballage et le transport du matériel nécessité par une remise en état ou son remplacement. Aucun frais supplémentaire ne peut être demandé au CNRS.

Conformément à l'article 33.1 du CCAG-FCS, l'équipement et ses accessoires font l'objet d'une **garantie minimale de 12 mois**, à l'exception des consommables.

Les consommables sont définis comme des composants ayant une durée de vie normale inférieure à 12 mois.

Le titulaire a un devoir de transparence lors de sa réponse sur les composants des instruments qu'il commercialise qui répondent à la définition de « consommables ».

**Le contenu de la garantie et les exclusions éventuelles sont clairement précisés dans l'offre du titulaire.**

Si le titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale et/ou une couverture plus étendue (remplacement des consommables par exemple), les éléments de son offre qui sont plus favorables à l'acheteur que celles qui sont stipulées dans le présent CCAP l'engagent dans le cadre de l'accord-cadre.

La garantie commence à compter de la date d'admission des prestations forfaitaires par l'acheteur.

Dans tous les cas d'indisponibilité de l'équipement pendant plus de 20 jours cumulés sur une période de douze mois (hors période de prêt éventuel), la garantie de l'équipement est systématiquement prolongée à titre gratuit d'une durée minimale équivalente à la durée d'indisponibilité.

## 13 PENALITES

Les pénalités sont applicables et cumulables pendant toute la durée de l'accord-cadre (reconductions comprises). L'acheteur peut décider de les appliquer dès le 1<sup>er</sup> euro (€).

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, **sans mise en demeure préalable**, les pénalités ci-dessous.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'acheteur dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

### 13.1. Pénalités pour retard d'exécution

Si le délai d'exécution est dépassé et, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer sans mise en demeure préalable, les pénalités journalières calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 300$$

Dans laquelle :

- P = le montant des pénalités ;
- V = le montant du bon de commande correspondant
- R = le nombre de jours ouvrés de retard sur le délai d'exécution (celui sur lequel s'est engagé le titulaire).

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution stipulé dans le présent document est expiré.

Le plafond des pénalités applicables au présent accord-cadre est égal à 30% du montant maximum HT de l'accord-cadre,

### 13.2. Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de mauvaise exécution des prestations (défaut de stockage, livraison et prestation incomplète ou non-conforme, en tout ou partie, ...) le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire égale à 250 euros par constat, sans mise en demeure préalable.

### 13.3. Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail

En application des dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, l'acheteur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité de deux mille euros (2 000) euros par jour ouvrable. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS, la personne responsable du marché peut résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le plafond des pénalités applicables au présent accord-cadre est égal à 30% du montant maximum HT de l'accord-cadre, tout jour entamé dû.

### 13.4. Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire de deux mille (2000) euros.

Le plafond des pénalités applicables au présent accord-cadre est égal à 30% du montant maximum HT de l'accord-cadre, tout jour entamé dû.

## 14 CLAUSES DE FINANCEMENT

### 14.1 Concernant le lot 1 et lot 2 : partie minimale

#### a) Versement d'une avance

**L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.**

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement,

Une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du bon de commande correspondant à la partie minimale de l'accord-cadre est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

**Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le Titulaire.**

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du Titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné. Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

**Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le Titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.**

#### **b) Acomptes**

À la demande du Titulaire et conformément aux dispositions des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code, des acomptes peuvent être versés si la durée d'exécution est supérieure à trois (3) mois.

Le rythme des acomptes est trimestriel sous réserve des dispositions particulières des articles L2191-4 et R2191- 20 à R2191-22 du Code.

Les acomptes sont calculés en fonction de l'avancement de l'exécution des prestations.

#### **c) Solde**

Pour la partie globale et forfaitaire, le solde est réglé à l'admission des prestations sur production d'un procès-verbal d'admission signé par le Directeur de l'IRAP ou de son représentant, suite à l'émission d'une facture par le titulaire.

#### **d) Retenue de garantie/cautionnement**

Sans objet.

### **14.2 Concernant le lot 1 et lot 2 : autres prestations à bons de commande**

#### **a) Avance**

**L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.**

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement,

Une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du bon de commande est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché, sans formalité, si ce montant est supérieur à 50 000 € HT et si la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

**Le versement de l'avance ne donne pas lieu à l'émission d'une facture par le Titulaire.**

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du Titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande concerné. Conformément à l'article R2191-19 du Code de la commande publique, il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant du bon de commande concerné.

**Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le Titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.**

#### **b) Acomptes**

Sans objet.

#### **c) Solde**

Le paiement est réalisé après service fait sur admission des prestations objet du bon de commande.

#### d) Retenue de garantie/cautionnement

Sans objet.

## **15 MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

### **15.1. Unité monétaire**

Le présent accord-cadre est conclu en Euro.

### **15.2. Facturation électronique**

Conformément aux articles D2192-1 à R2192-3 du Code de la commande publique relatifs à la facturation électronique, le titulaire doit transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfi.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

Les informations remplacées par des xxx seront portées à la connaissance du titulaire.

### **15.3. Présentation des demandes de paiement**

Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par le Directeur de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le numéro SIRET du CNRS : 180 089 013 03720,
- Le code service de l'entité CNRS facturée : UMR5277

L'adresse de facturation est la suivante :

**CNRS –IRAP (UMR5277)  
9 avenue du Colonel Roche  
31028 Toulouse Cedex 4**

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence de la présente consultation (consultation N°25.14.011),
- le N° de l'accord-cadre en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),



- le nom du projet :
  - Lot 1 : Prestations AIT mécanique pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS
  - Lot 2 : Prestations Essais mécaniques pour l'instrument iESA/ HELIOSWARM pour le compte de l'IRAP-CNRS
- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 2680LXXXXX ),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,
- la date d'exécution,
- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire,
- **Les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720)**

#### 15.4. Délai de paiement – intérêts moratoires

Le paiement interviendra, après admission des prestations, dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2191-20 à 22 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

En cas de dépassement du délai de paiement, l'acheteur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 15.5. Règlement des prestations

Le paiement est fait en euro par virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original, tel que mentionné dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre (ATTRI1).

**Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.**

#### 15.6. Comptable assignataire – Cession de créances du marché

Le Comptable assignataire est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Délégation Occitanie Ouest - 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'agent comptable.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances est le Délégué Régional du CNRS Occitanie Ouest, 16, Avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse Cedex 4.



## **16 ASSURANCE**

Le Titulaire de l'accord-cadre doit justifier sur demande de l'acheteur, au moment de la consultation, puis en cours d'exécution l'accord-cadre, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'acheteur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours francs à compter de la demande de l'acheteur.

## **17 RESILIATION**

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 et 39 à 45 du CCAG-FCS.

### **17.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de l'accord-cadre par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire égale à 2% du prix des prestations déjà commandées à la date de la décision de résiliation.

### **17.2. Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.3. Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 LITIGES RELATIFS A L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français.

Pour tous les litiges à naître du présent accord-cadre et de ses suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

## **19 OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL**

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

## **20 CONFIDENTIALITE**

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG-FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès.

## **21 MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL**

### **Obligations des parties**

Certaines données transmises par l'acheteur au Titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'acheteur et le Titulaire assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

### **Obligations du « sous-traitant » au sens du RGPD**

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus

brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

### **Open data**

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire de l'accord-cadre fournit à l'acheteur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Il autorise par ailleurs l'acheteur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

## **22 CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)**

### **22.1. Mesures de sécurité particulières**

En complément de l'article 5 du CCAG-FCS il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre, le Titulaire, ses personnels et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions édictées ci-après et à la réglementation applicable en la matière.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (*applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025*) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

### **22.2. Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants**

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant *a minima* les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son personnel ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre (exécuté par marchés subséquents/bons de commande).

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet de l'accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (*à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025*).

#### **Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :**

Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 9 du présent CCAP.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 22.2

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre (ou ses bons de commande), pour faute du Titulaire et à ses frais et risques.

### 22.3. Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre (exécuté par bons de commande) ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du l'accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché [OU] accord-cadre.

## **23 CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- A la forme de la société,
- A la raison sociale de la société ou sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- A son compte bancaire,
- A son capital social,
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de la société.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'acheteur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

## **24 CLAUSE DE REEXAMEN**

Le titulaire exécute les prestations conformément à la description faite dans le Cahier des Clauses Techniques

Particulières et conformément à sa proposition technique.

Toutefois, peuvent intervenir à l'initiative du pouvoir adjudicateur des modifications au moment de l'exécution des prestations **dès lors que ces modifications n'ont pas pour conséquence de changer l'objet du marché et de bouleverser son économie générale.**

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, selon l'évolution du besoin de l'acheteur et à la survenance d'un nouveau besoin, sous la forme d'une clause de réexamen dans les circonstances suivantes :

- Si la mission scientifique HELIOSWARM nécessite pour sa bonne réalisation la modification du périmètre /contenu d'une prestation AIT mécaniques et/ou essais mécaniques actuellement définie dans le marché, la modification devenue indispensable sera mise en œuvre par la clause de réexamen.
- Si la mission scientifique HELIOSWARM nécessite pour sa bonne réalisation l'ajout d'une prestation AIT mécaniques et/ou essais mécaniques non définie dans le marché, l'ajout devenu indispensable sera mis en œuvre par la clause de réexamen.

La clause de réexamen sera mise en œuvre le cas échéant par la conclusion d'un avenant.

Ces modifications feront l'objet d'échanges entre les parties et qui se matérialiseront par la signature d'un avenant et d'un devis annexé établi par le Titulaire de l'accord-cadre.

La présente clause ne pourra être utilisée pour la révision des prix du marché.

Le titulaire devra fournir un devis au plus tard 15 jours après demande du Pouvoir adjudicateur.

## **25 CLAUSES PARTICULIERES**

- ◇ L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS.

Le titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

- ◇ Le présent accord-cadre ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.

## **26 DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 17.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.